Vienne, 22 novembre.
 Aujourd'hui, au lieu, à la Chambre des seigneurs, la discussion de l'adresse.
 M. de Rechberg a dit que l'Autriche a un égal besoin de l'alliance de la Prusse que la Prusse de l'alliance de l'Autriche. Malheureusement, a-t-il ajouté, cette opinion ne prévalait pas assez autrefois. De là la campagne de 1859 et pour la Prusse la perte de sa position de grande puissance et la perte de Neuchâtel. Les Etats moyens cherchent protection auprès de l'Autriche. Tout gouvernement autrichien doit maintenir l'alliance avec les Etats moyens. M. de Rechberg montre la nécessité pour les grandes puissances allemandes et pour les autres Etats de la Confédération, de marcher d'accord.
 La Chambre des seigneurs a voté l'adresse.

Vienne, 22 novembre.
 La Correspondance générale déclare dénuée de tout fondement la nouvelle donnée par les journaux prussiens, que l'Autriche ait adhéré à de prétendus projets de la Prusse tendant à rendre inutile une prolongation de l'occupation fédérale dans le Holstein et le Lauenbourg.

Turin, 22 novembre.
 Sénat. — Le ministre de l'intérieur présente le projet de loi pour le transfert de la capitale qui est déclaré d'urgence.
 La discussion des lois de finance est fixée à jeudi.

Le Sénat approuve le traité de commerce et de navigation conclu avec le Danemark.

Chambre des députés. — La Chambre continue la discussion du projet pour une retenue sur les émoluments des fonctionnaires.

Le projet pour la prorogation à 1868 de l'occupation de diverses maisons religieuses, est adopté par la Chambre.

La Gazette officielle continue à publier la liste des nombreuses municipalités qui ont offert d'avancer l'impôt foncier pour 1865.

Madrid, 22 novembre.
 Les élections générales s'annoncent partout comme devant se passer très tranquillement. La majorité des bureaux, à Madrid, est ministérielle.

Berlin, 23 novembre.
 Dans la séance d'aujourd'hui, au tribunal d'Etat, le procureur général a requis contre le prince Czartorisky, la peine de six ans de travaux forcés et la surveillance de la haute police pendant une période égale de six ans, quant au prince Radziwill, le procureur général a demandé son acquittement.

CHRONIQUE LOCALE & DEPARTEMENTALE

VILLE DE ROUBAIX

ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE

Classement de la rue des Arts

Le Maire de la ville de Roubaix, chevalier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur,

DONNE AVIS :

Que, conformément à l'arrêté de M. le Préfet, en date du 16 novembre 1864, une enquête est ouverte en cette ville sur l'utilité publique du projet de classement comme voie publique avec élargissement à 12 mètres de la rue dite des Arts ouverte sur des terrains particuliers entre la route départementale numéro 14 et la rue de l'Époule, ainsi que de l'acquisition à l'amiable aux prix et conditions soumises par les propriétaires des terrains de cette rue, sur la largeur de 12 mètres.

A cet effet les pièces dudit projet sont déposées au secrétariat de la Mairie, afin que

chaque habitant puisse en prendre connaissance.

Les 14, 15 et 16 décembre. M. Parel, commissaire enquêteur nommé par l'arrêté précité recevra dans la salle d'audience de la Justice de paix, de onze heures à midi, les déclarations des habitants sur l'utilité publique du projet.

Le présent avis sera publié en la manière ordinaire et affiché aux portes de la Mairie et des églises.

Roubaix, le 24 novembre 1864.

ERNOULT-BAYART.

On écrit de Paris que MM. Kern, Béhic et Drouyn de Lhuys ont tenu hier une conférence au ministère des affaires étrangères pour s'occuper de la question des saies, à propos du traité de commerce franco-suisse. On pense que les intérêts de la France trouveront une large satisfaction dans les conventions qui auront dû être consenties dans cette conférence.

CONCESSION DES CHEMINS DE FER DU PAS-DE-CALAIS. — Un décret en date du 5 de ce mois donne à M. Abel Rainbaux, Wattine-Bossut, Th. Fresson et baron de Fournet, la concession du chemin de fer dit d'Arras à Etaples. Le département du Pas-de-Calais sera donc bientôt doté d'un réseau intérieur de chemin de fer.

Le tracé projeté, en attendant mieux, comprend une ligne principale d'Arras à Etaples et deux embranchements allant, l'un de Saint-Pol à Béthune, l'autre de Saint-Pol à Frévent, ce dernier pour être continué plus tard jusqu'à Abbeville et à Dieppe. La dénomination logique de la future compagnie, celle qui prévaudra est : Compagnie des chemins de fer du Pas-de-Calais. Les succès assurés des lignes concédées amènera des concessions nouvelles qui placeront ce département parmi les départements les plus favorisés et le dédommageront d'avoir été si longtemps délaissé.

Les concessionnaires s'occupent avec activité de réunir le capital social et de pousser les études définitives du tracé. Nos populations n'ont pas l'habitude de rester les bras croisés lorsque leurs plus graves intérêts sont en jeu. Il est indubitable qu'elles répondront à la souscription que MM. Abel Rainbaux et Wattine-Bossut organisent en ce moment dans le département.

Les chemins de fer du Pas-de-Calais ont été étudiés et s'exécuteront dans des conditions économiques sans exemple. Les populations y trouveront un excellent emploi de leurs ressources disponibles et une dernière occasion d'appuyer les hommes honorables et dévoués qui n'ont reculé devant aucun sacrifice pour faire triompher les vœux de notre département.

(Mémorial de Lille).

Chaque jour la justice punit des vols, détournements ou abus de confiance au préjudice de nos administrations industrielles, de nos maisons de commerce et de banque, ou de simples particuliers, par des employés ou serviteurs imprudemment accueillis sans nulle vérification de leurs antécédents.

Ceux qui emploient ainsi à leur service, dans une mission de confiance, des individus déjà condamnés pour des actes d'improbité, ne réfléchissent pas qu'ils s'exposent à un double préjudice : d'une part, à raison des infidélités dont ils peuvent être personnellement victimes ; et, d'autre part, comme responsables des soustractions commises, vis-à-vis des tiers, par leurs serviteurs, dans les fonctions auxquelles ils les emploient. Nous croyons devoir rappeler ici qu'aux termes d'une circulaire ministérielle du 6 novembre 1850, les administrations publiques et les simples particuliers sont également admis à réclamer des extraits du casier judiciaire des individus par eux employés, quand ils justi-

fièrent d'un intérêt sérieux et réel à connaître les antécédents d'un employé.

Pour jouir de ces avantages, tout réclamant doit adresser sa demande à M. le procureur impérial, et y joindre, pour les frais de recherche, de timbre et d'enregistrement, un mandat sur la poste de deux francs cinquante-cinq centimes.

On lit dans un journal :

« Il est sérieusement question d'introduire en France une institution qui rend de grands services en Angleterre. Il s'agit de naturaliser chez nous ces caisses d'épargne postales dues à l'initiative intelligente de M. Gladstone. Le projet est à l'étude et ne tardera pas, dit-on, à être envoyé au conseil d'Etat.

« On sait que l'établissement des caisses d'épargne postales a eu pour but de mettre le dépôt au chiffre le plus bas possible (1 shilling ou 1 fr. 25) d'aller chercher le dépositaire pour ainsi dire à sa porte, en lui permettant d'ouvrir un compte au plus prochain bureau de poste, et enfin de lui faciliter les dépôts à toute heure du jour et à chaque jour de la semaine.

« Les caisses d'épargne postales ont pris, en Angleterre, un rapide développement. Ouvertes pour la première fois le 16 septembre 1861, de 301 bureaux de poste qui avaient d'abord été autorisés à recevoir des dépôts, on est arrivé, en dix-huit mois, au chiffre de 2,863.

« En France, l'établissement des caisses d'épargne postales aurait surtout pour but de faire jouir de bénéfice de l'épargne les populations des communes rurales, et de faire pénétrer jusque dans les campagnes les plus reculées les facilités de placement qui n'existent aujourd'hui que dans les villes.

Nous lisons dans le Journal d'Amiens :

« M. Digeon, ancien notaire de notre ville, réclame le concours de notre publicité pour faire savoir au nommé Jean-Baptiste Lemaire, natif d'Amiens, dont il ignore le domicile actuel, qu'il tient à sa disposition un legs provenant de la succession d'un de ses parents.

« En mai dernier, Lemaire était encore à Paris, ouvrier terrassier, mais il en est parti à cette époque pour aller travailler sur une ligne de chemin de fer, probablement celle d'Orléans.

« Nous prions instamment nos confrères de Paris et des départements de donner à cet avis l'appui de leur publicité ; peut-être ces quelques lignes parviendront-elles par ce moyen jusque sous les yeux de Lemaire, qui, dans ce cas, devra écrire ou faire écrire immédiatement à M. Digeon, en justifiant de son identité.

Par arrêté de M. le Directeur général de l'administration des lignes télégraphiques, en date du 12 courant, M. Ernest Froideval surnuméraire au bureau de Roubaix, est nommé employé de 3^e classe à la même résidence.

On nous adresse la lettre suivante :

Monsieur le Rédacteur,

« Les accidents sur la ligne du chemin de fer du Nord, se suivent et fort heureusement ne se ressemblent point, si ce n'est, toutefois, par leurs conséquences inévitables : des retards de plusieurs heures dans le transport des dépêches... et des voyageurs. Ces retards ne sont pas seulement préjudiciables aux affaires, ils le sont aussi aux voyageurs dont les familles attendent avec anxiété l'arrivée.

« Le Mémorial de Lille, à propos de l'accident arrivé il y a quelques jours entre Albert et Corbie, publiait dans son numéro du 23 courant des réflexions fort justes et il invoquait avec raison la nécessité d'imposer à la compagnie du Nord l'obligation de faire partir, de la station la plus voisine du lieu du sinistre, un train qui desservirait les autres stations du parcours.

Ce serait là, sans doute, un progrès et comme le dit fort bien le Mémorial : « Il n'est pas juste de faire partager les désagréments d'un retard, occasionné par suite de l'obstruction de la voie, aux voyageurs venant des stations opposées. » Il n'a pas fallu moins de trois heures pour débayer la voie et cela par suite du manque de leviers, de crics et autres instruments propres à se tirer d'embarras en pareille circonstance.

« Il faut convenir ici que l'économie proverbiale du chemin de fer du Nord est poussée beaucoup trop loin et l'on devrait bien demander à l'administration un compte sévère d'une pareille négligence ; il n'est pas possible d'ailleurs que les règlements n'aient pas prévu la nécessité de pourvoir chaque train du matériel en usage sur toutes les lignes et dans tous les pays.

« C'est donc sur ce point principalement, qu'il convient d'attirer l'attention de l'administration supérieure. Les réclamations, les avis, ne manquent pas ; ils se traduisent fréquemment dans les journaux. Que le public n'hésite pas à produire ses plaintes dans tous les organes de publicité peut-être un jour viendra-t-il enfin où l'on fera droit à ses réclamations ; c'est de l'intérêt général qu'il s'agit.

« Veuillez, Monsieur, etc.

UN ABONNÉ

du chemin de fer du Nord.

Roubaix, 24 novembre 1864.

Dans son audience d'hier, la Cour d'assises du Nord, a condamné à vingt ans de travaux forcés le nommé L. Brabant, ouvrier tisserand demeurant à Roubaix, pour attentat aux mœurs.

Au marché aux grains de Lille, d'hier, il y a eu une hausse moyenne de 0 fr. 25 c. à l'hectolitre.

COURS DE LA BOURSE.

Cours de clôture	le 23	le 24	hausse	baissé
3 % ancien	65.10	65.00		10
4 1/2 au compt.	92.25	92.15		10

L'administration des postes vient de remettre sous les yeux du public, les notions générales du service, pour prévenir les fraudes ou les erreurs.

Rien n'est changé aux instructions concernant la suscription des lettres ; les timbres-poste, leur valeur, leur emploi ; les lettres chargées, les valeurs déclarées ; mais les dispositions concernant les valeurs cotées, ont été modifiées ainsi que celles qui concernent les articles d'argent.

Les valeurs cotées sont des objets précieux de petite dimension. Elles paient 1 pour 100 de la valeur estimée. L'estimation ne peut être inférieure à 30 fr., ni supérieure à 100 fr. Indépendamment du droit de 1 pour 100, les envoyeurs sont tenus d'acquiescer pour une reconnaissance qui leur est donnée de la valeur cotée, un droit de timbre, qui, de 50 centimes sera réduit à 20 centimes, à dater du 1^{er} janvier 1865 (loi du 4 juin 1864).

Les valeurs cotées sont renfermées, en présence des directeurs, dans les boîtes ou étuis ayant au plus 10 centimètres de longueur, 8 centimètres de largeur et 5 centimètres d'épaisseur. Les objets réunis à la boîte ne doivent pas dépasser le poids de 300 grammes. En cas de perte, l'administration tient compte du montant de l'estimation.

Articles d'argent. — La poste se charge, moyennant un droit de 1 pour 100, du transport des sommes d'argent déposées à découvert dans ses bureaux. En échange, il est remis aux déposants des mandats qui peuvent être payés aux ayants droit dans tous les bureaux de l'Empire et de l'Algérie. Les envois d'argent sont encore reçus pour les armées françaises en pays étrangers, pour les militaires et marins em-

ployés dans les colonies françaises ou sur les bâtiments de l'Etat, et pour les transports à Cayenne.

Pour toute la chronique locale : J. RENOUX.

CORRESPONDANCE.

Nous publions sous notre responsabilité légale le résumé suivant extrait de nos correspondances :

Paris, 23 novembre.

On parle de nouveau dans certains cercles de modifications ministérielles qui seraient sur le point de s'effectuer et qui auraient la question romaine pour point de départ. D'après ces on-dit, M. de Lavalette remplacerait M. Drouyn de Lhuys aux affaires étrangères, M. Delangle aurait le portefeuille de la Justice et M. de Persigny celui de l'Intérieur. Ce ne sont là que des suppositions tout à fait conjecturales.

On assure que le Conseil-d'Etat se prononce pour la suppression pure et simple de la contrainte par corps.

On reçoit par voie de Marseille la confirmation de la soumission des tribus insurgées du Sud qui étaient jusqu'ici restées sur la défensive. Il n'y a plus qu'un très petit nombre de groupes hostiles.

La Patrie d'hier soir a inséré un communiqué rectificatif des indications qu'elle a données au sujet du projet de fondation d'une caisse des travaux publics. Tout en insérant la note dont il s'agit, la Patrie fait d'expresses réserves prétendant que si elle a pu se tromper pour les détails, la voûte du fonds est pour elle.

A Turin, on commence déjà les préparatifs de la translation de la capitale à Florence.

La présence du roi de Bavière à Rome donne lieu à beaucoup de commentaires. On assure que le monarque catholique est disposé à fournir au Souverain Pontife, le cas échéant, un corps militaire de 3,000 hommes.

Plusieurs évêques sont partis ou vont partir pour Rome ; on attend dans cette capitale MM. Veillot et Saint-Marc Girardin.

Mazzini vient d'adresser une lettre à un de ses amis d'Italie, au sujet des tentatives d'insurrection dont le Frioul est depuis quelques jours le théâtre. Le célèbre agitateur, sans blâmer en principe l'insurrection, a jugé que les circonstances n'étaient pas opportunes, et il engage, en conséquence, la jeunesse italienne à réserver son sang et son patriotisme pour ce qu'il appelle une meilleure occasion.

Le duc de Brabant s'est embarqué hier matin à Marseille, sur le paquebot-poste le Pelage, qui se rend à Alexandrie. Le jeune prince va, pendant la saison d'hiver, visiter l'Inde, la Chine et la Cochinchine. Il se rendra successivement à Pointe-de-Galles, Singapour, Saigon, Kong-Kong, Shang-Hai, Pékin, Bombay, Madras et Calcutta, d'où il reviendra en Europe.

Les économies que M. Gladstone a l'intention de proposer sur le budget anglais doivent porter principalement sur l'armée et la marine. Les dépenses du Royaume-Uni sont actuellement de 68 millions sterling en nombre rond ; sur cette somme, 28 millions sont consacrés au service de la dette et ne peuvent subir aucune réduction. Des 40 millions restant, 15 sont pris pour la guerre et 10 pour la marine, ensemble 25 millions. C'est ce chiffre que M. Gladstone a entrepris de diminuer. Mais en même temps il s'est occupé de l'excessive élévation des dépenses de perception, et a commencé par une diminution dans les frais de perception des douanes.

femme, tu ne viens pas voir laquelle des deux signe Abigail ?

— Inutile, répondit celle-ci, je suis fixée.

A ce moment, M. Nathan ne put s'empêcher de faire un cri de surprise, pendant que ses yeux allaient alternativement du contrat de mariage de Miriam et de Joseph (au bas duquel on lisait très lisiblement : Abigail Fernandez), à sa femme, qui ne témoignait aucun mécontentement.

Pour expliquer ce prodige, nous devons dire au lecteur ce qui s'était passé entre Mme Nathan et la soi-disant Pépita. Le jour où cette première donna formellement son consentement, la jeune fille entraînée sa tante dans une chambre voisine, lui prit les deux mains, et, les yeux baignés de larmes, elle lui dit :

« Ma chère tante, entre un serment arraché par l'inexpérience des choses de la vie et un acte d'indélicatesse, je n'hésite pas. Voyez devant vous la pauvre orpheline Rebecca, et ne donnez votre consentement au mariage de votre fils avec moi qu'avec connaissance de cause. »

Le premier mouvement de Mme Nathan fut de repousser sa nièce ; le second fut meilleur, elle l'attira dans ses bras.

« Sois bénie comme la Rebecca de la Bible, dit-elle, pour avoir mis ta confiance en Dieu et en moi, ma chère fille ; je te voulais riche, c'est vrai, mais Dieu t'a faite belle et bonne, et je l'en remercie pour le bonheur de mon fils. Sois sans inquiétude, je garderai ton secret. »

Et de ce jour, on put remarquer un changement notable dans les manières, le ton et toute la personne de Dorothee.

Quant à M. Nathan, il n'eut pas plutôt lu le nom d'Abigail au bas du contrat, qu'il s'écria :

« Quand je le disais ! que Miriam était la riche Abigail ! Je ne m'étais pas trompé... Je suis fin comme tout. »

EUGÉNIE FOA.

FIN

LA SAINTE-CÉCILE

Sainte Cécile vivait au deuxième siècle de l'ère chrétienne, en Sicile, à ce que dit Fortunat, qui était évêque et poète à Poitiers vers l'an 600.

Cécile vécut vierge et mourut martyre, selon les uns en l'an 176, selon d'autres en 230. La première de ces deux dates est la plus vraisemblable, parce qu'elle se place sous le règne de Marc-Aurèle qui persécuta les chrétiens, tandis qu'Alexandre Sévère, qui régnait en 230, se montra constamment favorable à la nouvelle secte. Cette dernière date impliquerait donc la négation du martyre de cette jeune fille, qui parait avéré.

Tout le monde sait que sainte Cécile est la patronne des musiciens. C'était l'usage, aux premiers temps de la foi, de placer sous l'invocation de quelque saint ou sainte, non-seulement les églises et les monuments publics, mais le foyer de la famille qui est le plus saint de tous les temples et celui où on rend le meilleur culte à la divinité.

Les premières corporations musicales qui se fondèrent eurent donc à choisir un saint sous l'invocation duquel on pût placer la maison qui leur servait de lieu de réunion. Sainte Cécile fut élue entre tous les noms du martyrologe, et bientôt sa

sauvegarde ne s'étendit plus seulement sur la maison des musiciens, mais bien sur leur corporation toute entière. Puis les sociétés qui se formèrent par la suite adoptèrent la même bannière, et cette série d'annexions a fait du royaume de sainte Cécile un des plus vastes qu'il y ait au monde. Peu de saintes comptent autant de protégés.

Ce choix fut tout naturellement indiqué par la réputation qu'avait laissée la jeune martyre, comme harpiste. La harpe, qui était sinon inconnue, du moins hors d'usage, chez les Grecs et les Latins, fut en grand honneur chez les chrétiens des premiers siècles, d'abord parce que la tradition en faisait remonter l'origine connue jusqu'au roi David, qui avait seul le talent de calmer les nerfs de Saül par son exécution musicale, et aussi parce que c'est un instrument peu bruyant, qui se prête merveilleusement à l'accompagnement du chant, et devait être d'un grand secours dans les offices qu'on était obligé de célébrer souvent dans des souterrains et à l'abri de l'inquisition païenne.

Sainte Cécile est généralement représentée en état d'extase, une main errant sur les cordes de son instrument et les yeux levés vers le ciel. Elle mena une vie contemplative, augmentant à la fois le mérite et le charme de ses prières par la mélodie dont elle les accompagnait. Elle est, par la nature même de son patronage, la plus mondaine et la plus profane des saintes, mais c'est à cela même qu'elle doit l'immense popularité dont elle jouit, les tableaux qui l'ont reproduite et les mélodies qui lui sont consacrées. On ne peut jamais que gagner à protéger les arts.

La Sainte-Cécile se célèbre le 22 novembre. Notre pays est, par ses goûts et ses aptitudes musicales, de ceux où cette fête est le mieux célébrée.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES BUREAU DE ROUBAIX.

Heures des levées de boîtes supplémentaires

	Rue Fosse-aux-Chênes.	Place de la Liberté.	Rue du Pays.
1 ^{re} levée	7 ^h 30 mat.	7 ^h 20 mat.	7 ^h 30 mat.
2 ^e levée	10 ^h 30 mat.	10 ^h 20 mat.	10 ^h 30 mat.
3 ^e levée	2 ^h 30 soir.	2 ^h 20 soir.	2 ^h 30 soir.
4 ^e levée	6 ^h 20 soir.	6 ^h 40 soir.	6 ^h 50 soir.
5 ^e levée	7 ^h 50 soir.	8 ^h 10 soir.	8 ^h 20 soir.

	Rue Neuve.	Rue St-Georges.	Gare.
1 ^{re} levée	7 ^h 35 mat.	7 ^h 40 mat.	7 ^h 50 mat.
2 ^e levée	10 ^h 35 mat.	10 ^h 40 mat.	10 ^h 50 mat.
3 ^e levée	2 ^h 35 soir.	2 ^h 40 soir.	2 ^h 50 soir.
4 ^e levée	6 ^h 55 soir.	7 ^h 30 soir.	7 ^h 10 soir.
5 ^e levée	8 ^h 25 soir.	8 ^h 30 soir.	8 ^h 40 soir.

Les personnes qui désireraient faire traduire ou faire écrire une correspondance en anglais, allemand, hollandais, italien ou espagnol peuvent s'adresser au bureau du Journal de Roubaix.

Bourse de Paris

RENTES ET ACTIONS	DU 22 NOV.		DU 23 NOV.	
	PREMIER COURS	DERNIER COURS	PREMIER COURS	DERNIER COURS
3 0/0 compt.	65 10	65 15	65 15	65 10
Dito fin cour.	65 10	65 05	65 15	65 10
4 1/2 0/0 cpt.	92 00	92 00	92 00	92 25
Dito fin cour.	00 00			
Oblig. Trésor	438 75	438 75	00	
Banq. de France	3500 00	3495 00	3485 00	3485
crédit foncier				
estamp. cpt.	1195 00	1195 00	1200 00	1200
Dito fin cour.	1185 00	1190 00	1195 00	1185 85
D ^e nouv. cpt.	00	00		
Dito fin cour.	00			
Cré. mobilier				
comptant.	910 00	905 00	910 00	993 75
Dito fin cour.	910 75	903 75	906 25	893 75
comptoir nat.				
comptant.	910 50	905 00	910 00	907 50
Dito fin cour.	900 00	907 50	910 00	905 25
CHEM. DE FER				
Orléans, cpt.	837 50	840 00	770 00	771 25
Dito fin cour.	767 50	770 00	845 00	845
Nord, cpt.	985 00	986 25	985 00	985
Dito fin cour.	985 00	983 75	985 00	985
Est, comptant	477 50	480 00	480 00	476 25
Dito fin cour.	480 00	478 75	480 00	477 50
Paris-Lyon				
Méditer. cpt.	882 50	881 50	886 25	886 75
Dito fin cour.	886 25	887 50	890 25	886 25
Midi, compt.	581 25	585 00	583 65	582 75
Dito fin cour.	581 25	583 75	602 50	603 75
Ouest, compt.	502 50	500 00	515 00	513
Dito fin cour.	503 75	00	00	
Genève, comp				
Dito fin cour.				
Dauphiné, cpt.				
Dito fin cour.				
Ardennes, cpt				
Dito fin cour.				
Alger compt.				